
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 52

Loi modifiant la Loi des substituts du
procureur général et la Loi du minis-
tère de la justice

Bill 52

An Act to amend the Attorney-General's
Prosecutors Act and the Justice Depart-
ment Act

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 52

Loi modifiant la Loi des substituts du procureur général et la Loi du ministère de la justice

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi des substituts du procureur général (1969, chapitre 20) est remplacé par le suivant:

« **2.** Tout substitut doit, avant d'entrer en fonction, prêter le serment prévu à l'annexe. »

2. L'article 5 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **5.** 1. Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente loi, les substituts permanents sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement adopté sur la recommandation du procureur général, déterminer des règles, normes et barèmes applicables à leur nomination, leur rémunération et aux autres conditions qui peuvent leur être applicables; un tel règlement a effet nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi ou de tout règlement.

2. Les autres substituts sont nommés par arrêté en conseil et rémunérés selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Bill 52

An Act to amend the Attorney-General's Prosecutors Act and the Justice Department Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Attorney-General's Prosecutors Act (1969, chapter 20) is replaced by the following:

“**2.** Every prosecutor must, before entering upon his duties, take the oath provided in the schedule.”

2. Section 5 of the said act is replaced by the following:

“**5.** (1) Subject to any inconsistent provisions of this act, the permanent prosecutors shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation made on the recommendation of the Attorney-General, determine the rules, standards and scales applicable to their appointment and remuneration and to the other conditions that may be applicable to them; such a regulation shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of any act or regulation.

(2) The other prosecutors shall be appointed by order-in-council and shall be remunerated as the Lieutenant-Governor in Council shall determine.

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1 et 4 de ce projet de loi prévoient qu'un substitut du procureur général doit, avant d'entrer en fonction, prêter un serment d'allégeance et d'office qui diffère du serment actuel en ce qu'il l'oblige à agir avec objectivité et impartialité en outre des autres obligations qu'il comporte.

L'article 2 prévoit que le gouvernement pourra, par règlement adopté sur la recommandation du procureur général, déterminer des règles particulières applicables au statut, à la nomination et à la rémunération des substituts permanents: il permet aussi la nomination de procureurs-chefs et de procureurs-chefs adjoints parmi les substituts permanents.

L'article 3 interdit aux substituts de voter à une élection provinciale, fédérale, municipale ou scolaire.

Les articles 5 et 6 rendent applicables aux conseillers juridiques du ministère de la justice certaines dispositions déjà prévues pour les substituts du procureur général.

L'article 7 prévoit que les règlements qui doivent s'appliquer à ces substituts et conseillers juridiques peuvent avoir effet depuis la date à laquelle certains des règlements actuels sont expirés.

EXPLANATORY NOTES

Sections 1 and 4 of this bill provide that an Attorney-General's prosecutor must, before entering upon his duties, take an oath of allegiance and of office different from the present oath which obliges him to act objectively and impartially in addition to the other obligations it comprises.

Section 2 provides that the government may, by regulation, made on the recommendation of the Attorney-General, determine the particular rules applicable to the status, appointment and remuneration of permanent prosecutors; it also allows the appointment of chief prosecutors and assistant chief prosecutors from among the permanent prosecutors.

Section 3 prohibits the prosecutors from voting at a provincial, federal, municipal or school election.

Sections 5 and 6 make applicable to legal advisers of the Department of Justice certain provisions already provided for the permanent prosecutors of the Attorney-General.

Section 7 provides that the regulations to apply to these prosecutors and legal advisers may have effect from the date on which certain existing regulations expire.

« **5a.** Le procureur général peut, conformément à l'article 5, nommer, parmi les substituts permanents, un ou plusieurs procureurs-chefs ainsi que des procureurs-chefs adjoints dont il détermine les devoirs et fonctions en outre de ceux qu'ils doivent remplir en leur qualité de substituts permanents. »

3. L'article 7 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Un substitut ne peut non plus voter à une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire. »

4. Ladite loi est modifiée en ajoutant à la fin l'annexe suivante:

« ANNEXE

« Serment

« Je, A.B., jure (*ou* affirme solennellement) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de substitut du procureur général, avec honnêteté, justice, objectivité et impartialité et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué conformément à la loi. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide ».*)

Je jure (*ou* affirme solennellement) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation des erment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide ».*) »

5. L'article 7 de la Loi du ministère de la justice (1965, 1^{re} session, chapitre 16) est remplacé par les suivants:

« **7. 1.** Les conseillers juridiques du ministère de la justice sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

“**5a.** The Attorney-General may, in accordance with section 5, appoint from among the permanent prosecutors, one or more chief prosecutors and assistant chief prosecutors and he shall determine their duties and functions in addition to those which they must perform as permanent prosecutors.”

3. Section 7 of the said act is amended by adding, at the end, the following:

“Nor shall a prosecutor vote at a federal, provincial, municipal or school election.”

4. The said act is amended by adding at the end the following:

“SCHEDULE

“Oath

“I, A.B., swear (*or* solemnly declare) that I shall be loyal and bear true allegiance to constituted authority and I shall fulfill my office of Attorney-General's prosecutor honestly, justly, objectively and impartially, and that I shall not receive an amount of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me according to law. (*Where an oath is administered, add: “So help me God.”*)

I further swear (*or* solemnly declare) that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. (*Where an oath is administered, add: “So help me God.”*)”

5. Section 7 of the Justice Department Act (1965, 1st session, chapter 16) is replaced by the following:

“**7. (1)** The legal advisers of the Department of Justice shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement adopté sur la recommandation du ministre de la justice, déterminer des règles, normes et barèmes applicables à leur nomination, leur rémunération et aux autres conditions qui peuvent leur être applicables; un tel règlement a effet nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi et de tout règlement.

2. Tout conseiller juridique permanent du ministère de la justice doit, avant d'entrer en fonction, prêter le serment prévu à l'annexe.

« 7a. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique. »

6. Ladite loi est modifiée en ajoutant à la fin l'annexe suivante:

« ANNEXE

« Serment

« Je, A.B., jure (*ou* affirme solennellement) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de conseiller juridique permanent du ministère de la justice, avec honnêteté, justice, objectivité et impartialité et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué conformément à la loi. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide ».*)

Je jure (*ou* affirme solennellement) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide ».*) »

However, the Lieutenant-Governor in Council may by regulation made on the recommendation of the Minister of Justice fix rules, standards and scales applicable to their appointment and remuneration and to the other conditions that may apply to them; such a regulation shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of any act or regulation.

(2) Every permanent legal adviser of the Department of Justice shall before taking office make the oath provided in the schedule.

“7a. The other officers and employees required for the proper administration of the Department shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.”

6. The said act is amended by adding at the end the following schedule:

“SCHEDULE

“Oath

“I, A.B., swear (*or* solemnly affirm) that I shall be loyal and bear true allegiance to constituted authority and I shall fulfill my office of permanent legal adviser for the Department of Justice honestly, justly, objectively and impartially and that I shall not receive an amount of money or any other consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything by or with the government, other than my salary or what may be allowed me by law. (*Where an oath is administered, add: “So help me God”*).

I further swear (*or* solemnly affirm) that I shall not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. (*Where an oath is administered, add: “So help me God”*).”